

Le musher et ses chiens

Anne-Marie Régimbald

Numéro 300, été 2013

Nous ne sommes pas seuls

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69408ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Régimbald, A.-M. (2013). Le musher et ses chiens. *Liberté*, (300), 13–14.

La langue vivante est celle qui laisse des traces
dans le temps et dans l'espace.

LE MUSER ET SES CHIENS

ANNE-MARIE RÉGIMBALD

SI UN LOCUTEUR du français, par exemple d'origine vietnamienne, me demandait de lui parler du français québécois, ma langue maternelle, je lui dirais qu'il est drôle, juteux et plein de plis, avec un peu de crasse dans les plis. S'il vivait ici depuis quelques années, je lui ferais lire à titre d'exemple Victor-Lévy Beaulieu, immense, infatigable pelleteux de la folle poudrerie qui est le plus vrai de notre langue. Parce que VLB nous en met plein la face, de sa langue cochonne, il nous rappelle que la langue, n'importe laquelle, outre qu'elle est un outil de communication, est étrange, qu'elle est par là une machine animale à faire jouir le cerveau, le grand organe à plaisir, une fonction faisant valser l'autre en ayant l'air de l'envoyer promener.

Pour être juste, j'ajouterais que sur le terrain concret et quotidien de l'usage du français, les Québécois sont chatoilleux, que c'est un terrain glissant, que la parole des Québécois est floue, que nous sommes les locuteurs d'une langue qui tremble, de froid et de crainte, ce qui nous éloigne déjà un peu de sa fonction productrice de plaisir. Nous ne savons pas quoi penser du français que nous parlons tant notre situation identitaire est mouvante, complexe. Nous sommes d'un lieu pas commun, où il est plus facile pour le peuple de s'indigner contre l'affichage unilingue anglais sur les enseignes des commerces montréalais que contre les fautes multiples qui criblent l'affichage français obligatoire dans leurs vitrines. Nous avons peur de la contamination de l'extérieur, pas de la pourriture intérieure.

J'ajouterais que le nationalisme a placé la langue, depuis quelques décennies maintenant, sur la ligne de front, pour en faire avec le temps une sorte de Saint-Jean-Vianney mental, toujours au bord du glissement de terrain. Le nationalisme, ennemi du Canadien, donc de la langue anglaise, voulant en toute bonne foi protéger le trésor national de la contamination, a, du même coup, depuis la création en 1962 de l'Office québécois de la langue française et de sa police de la langue, le grand dictionnaire terminologique, fragilisé ce qu'il tente de préserver. Mais extirper du vocabulaire québécois les

anglicismes, les régionalismes et toute forme de référence à son passé est-il garant d'un meilleur avenir pour nous? Transformer par exemple un *muser* en *meneur de chiens* pour franciser le terme, pour le rendre acceptable, c'est aussi amnésier, abolir d'une manière absurde, l'histoire créole du mot *mush*, qui est la déformation par les anglophones du mot français *marche*, ordre donné aux chiens de traîneau inuits par les francophones. Le québécois est par là devenu le lieu de jugements de valeur. Il faut user avec soin de son lexique au contenu un peu paranoïde, réfractaire aux courants hétérogènes qui traversent toute langue, par définition un système en perpétuel déséquilibre. On me dira avec justesse que les décisions de l'Office ne font pas loi quant à l'usage parlé, et heureusement.

Un matin de janvier dernier, la radio d'État (de l'État canadien) diffusait en direct une discussion à quatre sur l'état du français parlé au Québec. Une linguiste y affirmait en toute bonne foi qu'une étude récente faite auprès de jeunes Québécois, à partir de mots choisis, prouvait le progrès que ceux-ci avaient fait dans ce domaine. Elle citait entre autres le mot *bicycle*. La très sérieuse étude, menée par je ne sais plus quelle université, consistait à présenter des images à des enfants en fin d'études primaires, qui devaient identifier ce qu'ils y voyaient. La professeure de linguistique, qui s'était adonnée au même exercice pendant plusieurs années (était-ce quinze, vingt ans, je ne sais plus), était toute fière d'annoncer que, les années et la bonne éducation aidant, les jeunes Québécois étaient maintenant, en majorité, en mesure d'identifier l'objet montré, l'ancien *bicycle*, comme étant un *vélo*, ce qui, à son avis, et de l'avis de l'Office québécois de la langue française, qui nous apprend que le mot *vélo* est le *terme normalisé et recommandé*, représentait un net progrès. Comme quoi on peut faire dire ce qu'on veut aux études. Heureusement, une autre des invités veillait au grain. Celle-là, l'écrivain, la rêveuse, la nostalgique, ne voyait vraiment pas ce qu'il y avait de rétrograde et de décadent à employer un mot beaucoup plus évocateur chez nous que le politiquement correct et plus mondialisé (c'est moi qui le dis) *vélo*, que quand elle était

enfant, c'est en *bécyk* qu'elle roulait. J'ajouterai, pour avoir moi-même pratiqué l'exercice autour de 1970 à Saint-Léonard, quartier melting pot italo-anglo-franco-haïtien de Montréal, qu'à l'époque mon voisin se vantait d'être capable de faire des *esties de beaux willies sur [son] chopper* (c'est-à-dire qu'il soulevait en roulant, comme sur une Harley, l'avant de son bicycle à siège banane). Quand on me dit le mot *vélo*, ma mauvaise foi fait que je ne vois désormais que le carton spic 'n' span du spécialiste de la langue.

L'une des choses que cette étude démontre vraiment, c'est que les jeunes Québécois ont maintenant intégré plusieurs niveaux de langage (je serais bien étonnée qu'ils ignorent l'existence des divers équivalents) et, c'est tant mieux, que dans les situations formelles ils n'utilisent plus la langue populaire. Dans quel sens va la mutation qui s'est opérée, peut-on se demander à la lumière de cet exemple? Les Français ont adopté avant nous le mot *vélo*, qui serait apparu dans l'usage en France après la Première Guerre mondiale, pour désigner la bicyclette utilisée par les ouvriers, les paysans et les enfants. Les mots *bike* et *bécyk* seraient donc à présent l'apanage des gens moins instruits (et des écrivains), des mots en voie de disparition dans le monde sérieux, professionnel, bien-parlant où on ne nous demande pas de nous amuser, ou même de nous souvenir qu'on a déjà pu s'amuser. Truculente, la langue est vivante, donc excitante. Trop excitée, l'homme, ni normalisé ni recommandable, n'a pas la tête au travail. Un pas de plus et j'affirme que conserver la langue québécoise, ou tout créole, est contre-productif.

J'affirme par contre que notre refus d'accepter l'histoire des mots, témoins de la ronde anhistorique volontaire que nous dansons à travers la langue, nous tue. Il ne date pas d'hier, notre refus d'accepter l'Histoire, et il me paraît un peu ironique d'employer le verbe qui suit, ce refus *s'inscrit* dans la langue, ou plutôt l'évolution de la langue québécoise en désinscrit l'Histoire et nous désinscrit de l'Histoire. Ma remarque s'étend aussi à la Commission de toponymie du Québec, fondée en 1977, qui collabore avec l'Office québécois de la langue française à nommer et à renommer les noms de lieux du Québec, noms de villages, noms de cours d'eau, noms de rues et de ruelles, donc à inscrire les traces humaines sur le territoire avec, bien sûr et tant mieux, une politique qui force à nommer un grand pourcentage des lieux en Français. La Commission de toponymie accomplit un travail gigantesque, on n'a qu'à penser aux quatre à cinq cent mille lacs qui trouent la terre d'ici pour s'en rendre compte. Ce qui vise à s'approprier son territoire devrait être sain pour un peuple, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Par exemple, le village des Laurentides qui portait

autrefois le nom démodé et connoté de L'Annonciation est devenu, à la suite de la demande de la municipalité, Rivière-Rouge. En soi, le choix n'est pas mauvais, mais la manie que nous avons de gommer ce qui du passé nous agace et, dans le cas de ce village, d'en retirer les traces du passage du curé Labelle dans les Laurentides, parce que le bon Dieu n'est plus accrocheur pour les touristes, est irritante. L'enjeu n'est pas de reconnaître que nous nous approprions le territoire en le nommant, ce qui est le cas, mais comment nous nous l'approprions : en bloc, de manière institutionnelle, dans l'urgence de boucher les trous.

Comment le refus d'accepter l'historicité des mots nous empêche-t-il de vivre ensemble? Dans le cas du nom d'un village par exemple, on me dira que si le fait de changer son nom attire plus de touristes, ce ne peut être que rassembleur. Je répondrai que faire communauté n'est pas faire rouler l'économie locale en attirant des gens qui ne repasseront jamais par

là après la semaine de vacances où ils sont venus faire vivre le restaurant du coin, la station-service et le producteur de miel. Je dis que vivre ensemble, ce n'est pas nier des marqueurs anthropomorphiques langagiers d'autrefois pour les remplacer par de plus modernes. Que ce n'est pas en écrivant des lois et en dressant des listes de termes officiels qu'on assure la pérennité d'une langue. Au contraire. Ce qui permet aux hommes de faire communauté, ce qui les rassemble, c'est la vie vivante des mots et, dans notre cas, celle du silence qui est le fond de notre pays.

Notre territoire est immense et vide, porteur d'un silence

que l'obsession de tous les organismes gouvernementaux responsables de la langue québécoise s'acharne à effacer, mais ils n'y peuvent rien. Le cinéma québécois connaît bien le silence de nos grands espaces, il l'embrasse. Nous avons longtemps été, il est vrai, un peuple de taiseux, et je me souviens, c'était il y a vingt ans, à Saint-Alexis-des-Monts, être allée chez un homme que je devais interviewer, un ancien bûcheron, avec des mains incroyables, calleuses, épaisses, silencieuses. Il y a des choses que les mots ne peuvent pas rendre, je me sentais un peu impuissante avec ma Nagra, mon micro et ma jeunesse. Pourtant, ce jour-là, une vraie rencontre a eu lieu, je me suis mise à l'écouter, comme on écouterait la Terre si elle pouvait nous parler, et dans la truculence et la lourdeur de ses mots, j'ai retrouvé une partie de la douce tristesse qui serait la nôtre si la vie nous permettait d'arrêter de courir derrière des mots qui ne signifient plus rien. **L**

Anne-Marie Régimbald est traductrice et réviseuse linguistique.

Ce qui permet aux hommes de faire communauté, c'est la vie vivante des mots et, dans notre cas, celle du silence qui est le fond de notre pays.